

Agendas « diaboliques » et « fausse démocratie » au Royaume-Uni

Par le professeur Michel Chossudovsky
Global Research, 25 août 2024

<https://www.globalresearch.ca/diabolical-agendas-and-fake-democracy-in-the-u-k/5865935>

Traduit avec DeepL.com (version gratuite)

Introduction

Quel est le sens du mot « diabolique » au XXI^e siècle ? L'abrogation de la démocratie réelle, dans laquelle les premiers ministres et les présidents sont nommés par l'« État profond ».

En janvier 2024, Keir Starmer, chef du parti travailliste britannique remodelé, est invité à Davos par le Forum économique mondial.

Ironiquement, Starmer a commencé sa campagne électorale dans les Alpes suisses, conformément à la Grande Réinitialisation de Klaus Schwab.

A-t-il été élu ou sélectionné ?

C'est ce que l'on pourrait appeler un « changement de régime démocratique » qui a été décidé à Davos.

Il a remporté les élections législatives le 4 juillet et a été confirmé au poste de premier ministre britannique le 5 juillet. Quatre jours plus tard, lors du sommet de l'OTAN à Washington, M. Starmer a confirmé que son gouvernement travailliste soutenait l'utilisation sans restriction de ses armes à longue portée contre Moscou.

« M. Starmer a fait cette déclaration alors qu'il se rendait au sommet de l'OTAN à Washington DC. Comme d'habitude, il a insisté sur le fait que « l'utilisation des missiles dépend de l'Ukraine », une excuse ridicule que presque tous les « dirigeants » occidentaux aiment utiliser, même s'ils savent parfaitement que la junte néo-nazie [le gouvernement de Kiev] n'a aucune souveraineté réelle.

Pire encore, elle s'en remet uniquement aux instructions de l'OTAN pour savoir ce qu'elle doit attaquer ensuite.

En effet, le nouveau Premier ministre britannique Keir Starmer a soutenu sans réserve l'utilisation de missiles de croisière aériens « Storm Shadow » d'origine britannique contre des cibles situées sur le territoire incontesté de la Russie, sans aucune limitation apparente, ce qui équivaut à une déclaration de guerre. (Drago Bosnic, 11 juillet 2024)

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a adressé ses chaleureuses félicitations à Keir Starmer, Premier ministre du Royaume-Uni.

« Je suis convaincu que nous continuerons à travailler ensemble pour renforcer l'amitié historique entre le Royaume-Uni et Israël et pour faire avancer le double objectif de la sécurité et de la paix », a écrit M. Netanyahu. (5 juin 2024)

Le 19 juillet 2024, Zelensky s'est rendu à Downing Street pour des discussions bilatérales avec le Premier ministre britannique.

Starmer a confirmé l'engagement du gouvernement britannique à soutenir le régime de Kiev.

Le 1er août 2024

Starmer a réitéré « l'engagement de la Grande-Bretagne envers le droit d'Israël à l'autodéfense », et a déclaré qu'il « continuerait à travailler avec ses partenaires pour maintenir la sécurité régionale ». Cette déclaration a été faite lors d'une conférence de presse le 1er août 2024 à la suite des affrontements qui ont suivi l'attaque au couteau de Southport.

Visiblement, Starmer a adopté une position pro-israélienne qui a une incidence sur les droits civils des citoyens britanniques à agir en solidarité avec la Palestine.

Restriction des droits civils fondamentaux au Royaume-Uni

Sur le plan intérieur, le gouvernement travailliste de Starmer s'est récemment engagé à maintenir l'ordre public et à réprimer les mouvements de masse, y compris la campagne du peuple britannique contre Israël.

« Ma priorité est de veiller à la sécurité de nos communautés. Grâce à nos forces de police, les auteurs d'actes de violence en ligne et hors ligne seront confrontés à la pleine force de la loi. »

Un État policier au Royaume-Uni ?

Manifestations anti-immigration dans toute la Grande-Bretagne. La vidéo ci-dessous décrit les actions de la police britannique sous le nouveau gouvernement.

« Le Premier ministre britannique Keir Starmer a présidé une autre réunion d'urgence Cobra mardi soir [6 août 2024] alors que la police se prépare à de nouvelles émeutes d'extrême droite. Starmer a déclaré aux journalistes à l'intérieur de Downing Street après la réunion que « les personnes impliquées ressentiront la pleine force de la loi », ajoutant :

« Personne, mais personne, ne devrait être impliqué lui-même dans ce désordre. »

Les actions de la police consistent en des arrestations massives - qui incluent l'arrestation de personnes qui s'expriment en ligne - c'est-à-dire celles qui s'opposent au génocide instrumenté par le gouvernement israélien.

Écoutez attentivement sa déclaration : « Ceux qui enfreignent la loi en subiront les conséquences. »

Cette déclaration ambitieuse du 6 août sur l'arrestation des personnes exprimant leur opinion en ligne a été formulée environ une semaine avant que le Premier ministre Starmer n'ordonne l'arrestation du célèbre journaliste britannique Thomas Medhurst en vertu de la loi britannique sur le terrorisme (Terrorist Act). (15 août).

Alors que le Times of Israel identifiait nonchalamment Medhurst comme un commentateur anti-israélien, « connu pour son activisme anti-israélien », le Premier ministre Starmer a ordonné son arrestation sur la base d'accusations de terrorisme.

Thomas Medhurst a été arrêté pour avoir soutenu le Hamas et l'État de Palestine contre le génocide perpétré par le gouvernement Netanyahu. Qui sont les terroristes ?

« Je m'appelle Richard Thomas Medhurst. (texte complet)

Je suis un journaliste britannique accrédité au niveau international.

Jeudi [15 août 2024], alors que j'atterrissais à l'aéroport de Londres Heathrow, j'ai été immédiatement escorté hors de l'avion par 6 officiers de police qui m'attendaient à l'entrée de l'avion.

Richard Medhurst (@richimedhurst) / X

Ils m'ont arrêté - pas détenu - mais arrêté en vertu de l'article 12 de la loi sur le terrorisme de 2000 et m'ont accusé d'avoir prétendument « exprimé une opinion ou une croyance favorable à une organisation interdite », sans toutefois expliquer ce que cela signifiait.

Un officier a pris mes bagages et lorsque j'ai demandé pourquoi il était encore dans l'avion, on m'a dit : « Écoute, mon pote, tu peux te faire pincer ici devant tout le monde, ou là-dedans. C'est toi qui choisis ».

On m'a emmené dans une pièce adjacente, on m'a fouillé, on m'a confisqué mon téléphone.

Je n'ai pas été autorisé à informer ma famille.

Malgré mon calme et ma coopération, on m'a passé des menottes qui plaçaient mes épaules dans une position inconfortable et mes poignets l'un sur l'autre, plutôt que l'un à côté de l'autre. Les menottes étaient extrêmement serrées. Bien que la police les ait desserrées, elles ont laissé des marques sur moi pendant deux jours. »

(Lire le témoignage complet de Richard Medhurst),

Lutte contre les anti-vax du Covid-19

Au début du déploiement du vaccin Covid à la mi-décembre 2020, M. Starmer, en tant que chef de l'opposition, a appelé à la répression des anti-vax du vaccin Covid-19 :

« Nous devons nous occuper des campagnes anti-vax, car elles coûteront des vies.

« Et si nous devons adopter une législation d'urgence pour y faire face, je serai tout à fait prêt à travailler avec le gouvernement sur ce point... Et plus tôt nous le ferons, franchement, mieux ce sera ».

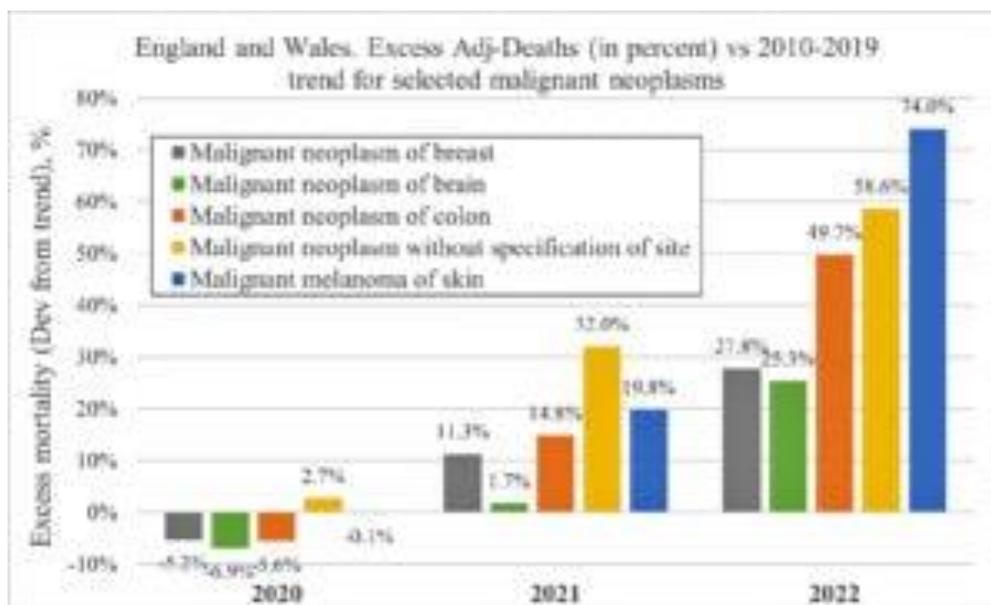
Starmer parle de « désinformation anti-vax » ?

Le vaccin COVID-19 a été introduit en plusieurs phases en Angleterre et au Pays de Galles à partir du 8 décembre 2020.

Alors que le Premier ministre Starmer a approuvé la poursuite de la campagne contre les anti-vax, il ne reconnaît pas les preuves accablantes selon lesquelles le vaccin Covid-19 contre l'ARNm a entraîné une surmortalité et une surmorbidity au Royaume-Uni. Les données officielles du Royaume-Uni sur la mortalité et la morbidité le confirment.

Nous nous référons en particulier à l'étude sur la surmortalité liée aux vaccins menée par l'équipe d'Edward Dowd, qui est reconnue par les autorités sanitaires.

Le tableau ci-dessous concerne la surmortalité liée aux néoplasmes malins (tumeurs cancéreuses) en Angleterre et au Pays de Galles, enregistrée sur trois années consécutives : 2020, 2021 et 2022 par rapport à une tendance sur 10 ans (2010-2019).



Les données relatives à la surmortalité en 2020 (l'année précédant le vaccin) sont négatives, à l'exception du « néoplasme malin sans spécification du site ».

Le mouvement à la hausse de la surmortalité (%) commence en 2021. L'augmentation de la surmortalité liée aux néoplasmes malins est tabulée pour les deux premières années du vaccin.

Starmer parle de « désinformation anti-vax » ?

Le vaccin COVID-19 a été introduit en plusieurs phases en Angleterre et au Pays de Galles à partir du 8 décembre 2020.

Alors que le Premier ministre Starmer a approuvé la poursuite de la campagne contre les anti-vaxxistes, il ne reconnaît pas les preuves accablantes selon lesquelles le vaccin Covid-19 contre l'ARNm a entraîné une surmortalité et une surmorbidity au Royaume-Uni. Les données officielles du Royaume-Uni sur la mortalité et la morbidité le confirment. Nous nous référons en particulier à l'étude sur la surmortalité liée aux vaccins menée par l'équipe d'Edward Dowd, qui est reconnue par les autorités sanitaires.

Le mouvement à la hausse de la surmortalité (%) commence en 2021. L'augmentation de la surmortalité liée aux néoplasmes malins est tabulée pour les deux premières années du vaccin.

Quelle est la prochaine étape ? « Plandémies, confinements, virus de la variole, vaccins...la peur ?

S'attaquer à la campagne anti-vaccins, arrêter des journalistes et des scientifiques, soutenir Netanyahu, s'attaquer aux antisémites présumés en solidarité avec la Palestine, mettre en œuvre la pandémie de variole du singe couplée à des confinements, soutenir la campagne de peur, et PLUS encore.

Si vous êtes contre le génocide, vous pouvez être arrêté, malgré le fait que « le génocide est un crime ». Et cela se produit simultanément dans plusieurs pays occidentaux. C'est la criminalisation de l'appareil d'État.

L'intelligence artificielle et la reconnaissance faciale pour instaurer une « fausse démocratie » ? Oui, c'est « diabolique ». Starmer décrit l'« État policier aux caractéristiques humanitaires » qui se met en place

Et qui est à l'origine de cette atmosphère de troubles civils, qui crée des divisions indélébiles au sein d'une structure sociale de plus en plus fragile.

Depuis l'assaut de la crise de Covid, les gens sont appauvris et marginalisés. C'est la fin totale de ce que l'on appelait autrefois l'État-providence britannique.

La variole du singe, une « urgence mondiale »

Selon Sky News :

« Les vaccins contre le mpox - anciennement connu sous le nom de monkeypox - sont actuellement disponibles au Royaume-Uni à Londres et à Manchester, avec deux groupes éligibles pour la piqûre selon le NHS.

Le premier est constitué par les hommes homosexuels, bisexuels ou ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, qui ont des partenaires multiples, participent à des activités sexuelles en groupe ou fréquentent des lieux de sexe sur place. Le second est le personnel qui travaille dans les lieux de sexe sur place ».

Cette déclaration sur les rapports sexuels entre hommes (HSH) émane du directeur général de l'OMS, le Dr Tedros, qui, en mai 2022, a appelé à une urgence sanitaire mondiale au nom de la communauté LGBT. Elle repose sur un mensonge pur et simple. Il n'y a absolument aucune preuve

Le Premier ministre Starmer est-il en train de mettre en place ce que l'on pourrait appeler un « État policier humanitaire », qui porte l'empreinte de son passage à Belfast en tant que « conseiller en droits de l'homme » auprès du (controversé) Northern Ireland Policing Board (Conseil de police d'Irlande du Nord).

C'est ce qui se passe avec les « faux gouvernements représentatifs », au Royaume-Uni et dans toute l'Union européenne. Quand le mensonge devient la vérité.

Au XXI^e siècle, c'est ce que nous pourrions appeler « diabolique ».

« L'enfer est vide et les diables sont tous là ». William Shakespeare, « La Tempête », 1623

Notre réponse à Shakespeare :

« Renvoyer les démons là où ils devraient être »